



Quel avenir pour les écoles d'architecture ?

**un manque
structurel
de moyens**

8 500 € en moyenne

(6 500 - 10 150 € selon les ENSA)

**coût annuel d'un étudiant
en ENSA(P) en 2020**

école primaire : 6400 €/ collège : 8700 / lycée : 11060 €/ université : 13 000€

**Des places en ENSA(P)
totalement déconnectées des demandes
et des besoins de la société**

**3300 places pour 47 125 demandes
sur ParcoursSup en 2021**

**Des places en ENSA(P)
totalement déconnectées des demandes
et des besoins de la société**

**Ratio étudiant·es en architecture /
étudiant·es ingénieur·es :**
1 pour 4 en 1990
1 pour 11 en 2018

Ce que nous demandons

**un plan de rattrapage pluriannuel
pour mettre à niveau les écoles
par rapport aux autres
établissements d'enseignement
supérieur**

**Non-respect par le
ministère des
moyens nécessaires
à la mise en œuvre
de la réforme des
ENSA**

Les engagements pris en 2017 par le ministère de la culture

**77% d'enseignants titulaires dans chaque ENSA d'ici 2023
dé-précarisation des enseignants CDI**

**transfert de 50 postes de professeurs de l'enseignement sup. > ENSA
compensation des transferts pour décharges recherche**

Ce qui a été fait :

en 2018 : 0 postes mis au concours ("année blanche")

en 2019 : 125 postes mis au concours dont 15 création de postes

Et en 2020, 2021, 2022, plus aucune création de postes...

Ce que nous demandons :

**Création des postes prévus
par le protocole de 2017**

**des moyens en personnel limités
par le « plafond d'emploi »**

Ce que nous demandons :

**augmentation des plafonds d'emploi,
de la masse salariale et des ressources humaines
le remplacement des congés-maternités**

Plus du tiers des enseignant·es (CDD, CDI) sous-rémunérés

Ce que nous demandons :

**L'alignement des rémunérations des
contractuel·les sur les titulaires**

le recrutement des nouveaux enseignants titulaires

désormais confié à chaque ensa

**s'est fait sans attribution de
moyens supplémentaires de la
part du ministère**

des charges

« hors obligation de service »

assurées par les enseignants.e.s-chercheur.e.s titulaires

**non prises en compte
par le ministère**

**Ce que nous demandons :
l'attribution d'une enveloppe
budgétaire**

**pour assurer le fonctionnement
des instances et le transfert de
charges**

renforcer la recherche ?

**13-15 contrats doctoraux / an attribués
nationalement ces dernières années
et des rémunérations indignes**

Ce que nous demandons :

**Augmentation des contrats doctoraux
attribués chaque année
Augmentation des rémunérations
Création de postes pour permettre le
recrutement de doctorant·es après leurs
thèses (cf. ATER, universités)**

**les réponses apportées à
ce jour aux revendications
par le ministère**

RIEN

à court terme : aucun moyen supplémentaire à attendre !

**les
mobilisations
en cours
dans les
ensa(p)**



mi-décembre 2022

Tribune de le Monde du collège des directeurs.trices

fin janvier 2023

Grève à l'ENSA Normandie

Mi-février 2023

Motions de soutien des ENSA(P) de Grenoble, Belleville, Clermont-Ferrand, La Villette Strasbourg, du CNECEA...

Fin-février 2023

Mise en place d'une coordination inter-ENSA

**Quels changements voulons-nous ?
Quelles écoles d'architecture
voulons-nous dans le futur ?**

Comment agir ?

- Grève, demande de suspension des cours ? Le mardi 7 mars ? Toute la semaine du 6 mars ?
- Le 7 mars, un atelier banderoles, pancartes avant de rejoindre la manifestation (contre la réforme des retraites) prévue à 14h ?
- Cours "hors les murs », sous la forme d'actions dans l'espace public pour sensibiliser et échanger avec le grand public (ENSA Normandie, Grenoble...)
- Une action lors des journées portes ouvertes ? (cf. ENSA Clermont-Ferrand)
- Créer un espèce de « bureau » du mouvement à Strasbourg pour avoir un noyau dur de gens qui vont inscrire le mouvement dans la durée, assurer le contact avec les autres ensa et le collectif ensa en lutte
- Créer un cahier de doléances dans l'école (cf. ENSA Grenoble)
- Prévoir une action coordonnée dans tous les ENSA le 13 mars (manif devant les DRAC ?)
- Envoyer une délégation ENSAS à Paris le 24 mars pour la réunion avec le Ministère
- D'autres idées ?

**étudiant.e.s, enseignant.es,
personnels administratifs :**

**Nous sommes
tous·tes
concerné·es !**